



Naviguer dans le grand renversement : comment le fardeau de la dette affecte la santé

Introduction

L'économie mondiale subit d'importantes transformations, marquées par ce que l'on a appelé le « grand renversement ». Au cœur de ce phénomène, la crise de la dette a inversé des décennies de développement. Nous nous penchons sur les tendances historiques, les données actuelles et les projections issues de différents rapports afin de fournir une vue d'ensemble du pourquoi et du comment de la crise de la dette dans les pays qui reçoivent le soutien de la Banque mondiale, et des plans de la Banque mondiale pour atténuer son impact sur la santé.

Contexte historique

Les tendances économiques ont toujours reflété l'environnement technologique et géopolitique de leur époque. En 1944, le système de [Bretton Woods](#) (du nom du lieu aux États-Unis qui a accueilli une conférence des Nations unies), qui liait la valeur du dollar américain au prix de l'or, a façonné les politiques monétaires internationales dans les années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, conduisant à des taux de change stables et favorisant le commerce international. Dans son sillage, le Fonds monétaire international (FMI), la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et la Banque mondiale ont été créés et sont devenus opérationnels en 1946. Dans les années 1960, cependant, le système a été considéré comme [surévaluant le](#) [taux de change de la monnaie américaine](#) par rapport à l'or et s'est effondré dans les années 1970, permettant aux monnaies de flotter librement plutôt que d'être rattachées à une valeur fixe. C'est à cette époque, au milieu des années 1970, que les pays pauvres ont commencé à être confrontés au [problème](#) de la balance des paiements, ce qui a

conduit le FMI à leur accorder pour la première fois un financement international à des conditions préférentielles par l'intermédiaire d'un fonds fiduciaire qui a pris d'autres formes différentes au cours des décennies suivantes. Les années 1980 et 1990 ont vu l'essor des [politiques néolibérales](#), qui mettent l'accent sur la déréglementation, la privatisation et le capitalisme de marché.

Les années 2000 ont été marquées par une révolution numérique qui a renforcé l'intégration des marchés mondiaux et accéléré les flux de commerce et d'investissement. Toutefois, ces dernières années ont été marquées par un changement significatif de ces tendances, caractérisé par une montée du protectionnisme, des guerres commerciales et une réévaluation des chaînes d'approvisionnement mondiales. La [fracture numérique](#) s'est également creusée.

La crise de la dette

Selon le rapport de la Banque mondiale intitulé [The Great Reversal : Prospects, Risks, and Policies in International Development Association Countries](#), (ci-après dénommé le rapport de la Banque mondiale), la décennie qui a suivi la pandémie de grippe aviaire de 19 ans a été marquée par le resserrement le plus marqué et le plus synchronisé des politiques monétaires au cours des dernières décennies, ce qui a entraîné une hausse des taux d'intérêt au niveau mondial. Ainsi, la dette contractée par les pays à la condition d'être remboursée en devises étrangères augmente le coût du service de la dette et fait grimper les taux d'intérêt. C'est ce qui ressort d'un rapport des Nations unies intitulé « [Un monde de dettes. Un fardeau de plus en plus lourd pour la prospérité mondiale](#) », les investissements nationaux sont détournés vers le remboursement des intérêts et de la dette, au détriment des impératifs de santé et d'éducation (Figure 1).

Figure 1

Interest payments outweigh development spending in more countries

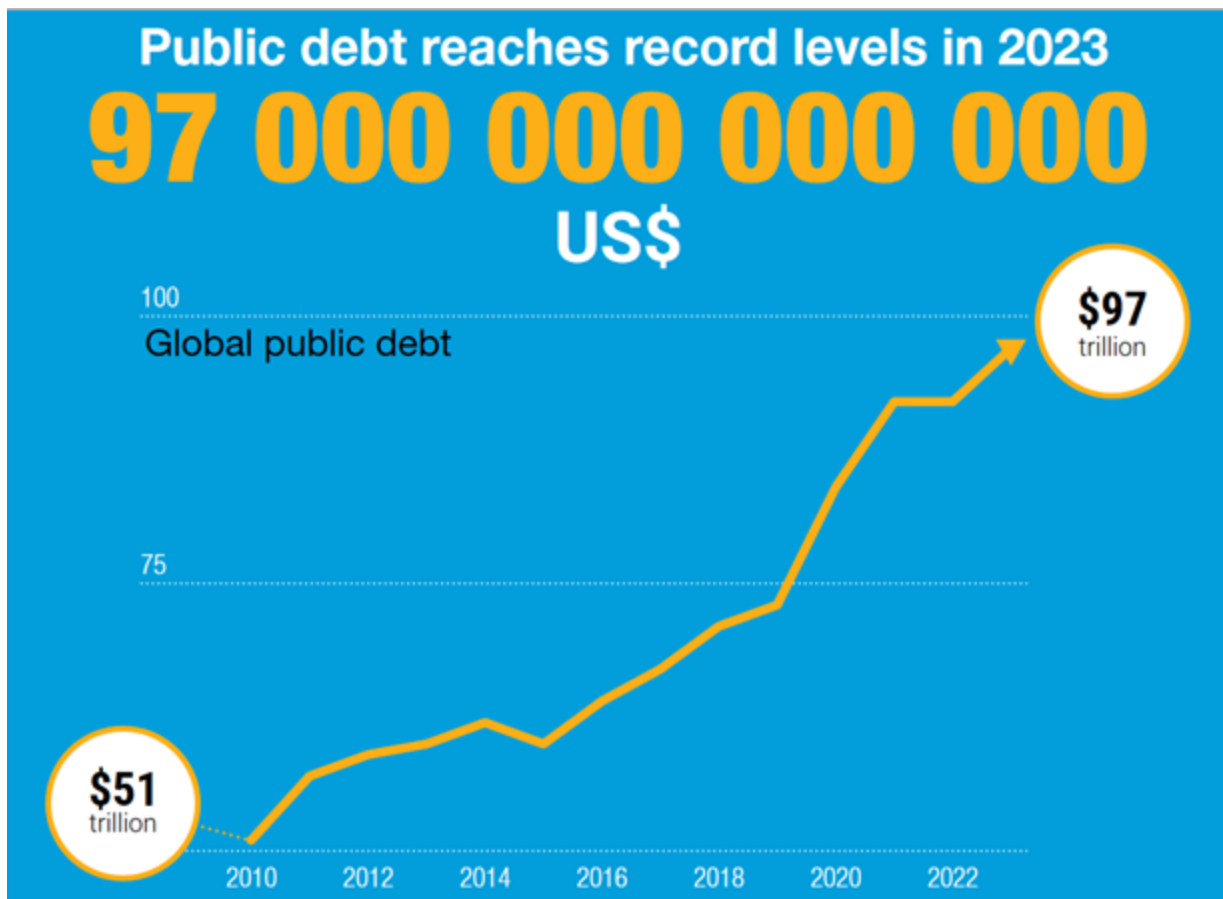
Number of developing countries spending more public resources on net interest than on education, investment or health



Source: UN Global Crisis Response Group calculations based on IMF World Economic Outlook (April 2023), IMF Investment and capital stock database and World Bank World Development Indicators database.

Selon le rapport des Nations Unies précité, l'augmentation de la dette publique mondiale (Figure 2) est sans précédent dans l'histoire avec 59 pays pris dans son tourbillon en 2022 contre 22 en 2011. De plus, 30 % de la dette publique galopante est due uniquement par les pays en développement.

Figure 2



Banque mondiale et Association internationale de développement

L'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale accorde des prêts à faible taux d'intérêt et des subventions à 75 pays qui constituent la majorité (plus de 70 %) des populations extrêmement pauvres de la planète et qui représentent à peine 3 % de la production mondiale. Selon le rapport de la Banque mondiale, un pays IDA sur trois est plus pauvre aujourd'hui qu'à la veille de la pandémie. Le nombre de personnes confrontées à la faim et à la malnutrition dans les pays IDA a doublé par rapport à 2019 et représente désormais 92 % de la population mondiale confrontée à l'insécurité alimentaire. La moitié des pays IDA sont en situation de surendettement ou présentent un risque élevé de surendettement. Les besoins de financement de nombreux pays IDA dépassent de 10 % leur produit intérieur brut. La majorité de ces pays se trouvent en Afrique : Burundi, Gambie, Ghana, Kenya, Malawi, Mozambique, Togo, Zambie ; et Asie-Pacifique : Pakistan et Fidji.

Les cycles de la vingt-et-unième reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement (IDA21) sont en cours. Selon le rapport de la Banque mondiale intitulé [IDA21 Replenishment : Proposed Strategic Direction, de](#) multiples crises ont réduit à néant des décennies de progrès en matière de développement, exacerbant la pauvreté et les inégalités, perturbant les chaînes d'approvisionnement et augmentant l'insécurité alimentaire. Cela a conduit la Banque mondiale à renforcer son engagement en faveur des pays les plus vulnérables, avec l'octroi de 34,2 milliards de dollars de financements à faible coût et de subventions entre juillet 2022 et juin 2023.

Implications et initiatives en matière de santé

Le domaine de la santé est l'une des intersections critiques entre les tendances économiques et l'impact sociétal plus large. Les récentes réunions de printemps 2024 de la Banque mondiale ont mis en lumière des objectifs ambitieux visant à étendre les services de santé à l'échelle mondiale, avec pour objectif d'aider les pays à fournir des services de santé de qualité et abordables à 1,5 milliard de personnes ([Banque mondiale](#)). Cette initiative comprend l'élargissement de la santé maternelle et infantile à des soins complets tout au long de la vie, la prise en compte des zones reculées et mal desservies, et la réduction des obstacles financiers à l'accès, car environ 2 milliards de personnes sont confrontées à un stress financier important lorsqu'il s'agit de payer des services de santé. Toutefois, seules les personnes qui sont prises en charge par un agent de santé lors d'une visite en personne ou par le biais de la télésanté seront prises en compte pour atteindre cet objectif. La Banque mondiale a reconnu que, d'ici à 2030, il y aura un besoin non satisfait de 10 millions de travailleurs de la santé.

L'accent mis par IDA21 sur le renforcement de la résilience des systèmes de santé est essentiel pour faire face aux menaces liées au changement climatique, aux pandémies et aux conflits. Les investissements dans la couverture sanitaire universelle et les services de santé et de nutrition de qualité visent à atteindre même les communautés les plus éloignées, garantissant ainsi des résultats sanitaires solides dans les pays IDA. Il est prévu que l'IDA finance l'envoi de personnel de santé dans les communautés qui en ont le plus besoin, tandis que la Banque internationale pour la reconstruction et le développement offrira des incitations aux gouvernements pour leurs investissements dans le domaine de la santé et de la réglementation afin de faire progresser les pays.

Impact de l'accès à l'électricité sur la santé

L'accès à l'électricité est un autre facteur essentiel qui influe sur les résultats en matière de santé. L'engagement pris par la Banque mondiale de fournir un accès à l'électricité à 250 millions de personnes en Afrique d'ici la fin de la décennie devrait avoir de profondes répercussions sur la santé ([Banque mondiale](#)). Une électricité fiable peut améliorer la prestation des soins de santé, permettre l'utilisation d'équipements médicaux modernes et garantir la disponibilité de services essentiels tels que la réfrigération des vaccins et autres fournitures médicales.

Projections futures

Comme le souligne le rapport de la Banque mondiale, la reprise des pays IDA dépend également de la capacité des grandes économies à enregistrer leur propre croissance. Mais même la croissance prévue du produit intérieur brut (PIB) – souvent utilisée comme mesure du progrès économique et aujourd'hui remise en question par – dans les pays IDA (3,7 % en 2023, 4,3 % en 2024 et 4,5 % en 2025)

n'atténuera que très peu la pauvreté. La réalisation de cette projection repose également sur de nombreuses hypothèses, à savoir que les problèmes de sécurité restent sous contrôle, qu'il n'y aura pas d'escalade des conflits dans d'autres pays, que les catastrophes naturelles n'atteindront pas des proportions épiques et que les crises de la dette n'éclateront pas à nouveau. Cela fait beaucoup d'hypothèses. L'escalade des conflits dans la région du Sahel en Afrique par exemple, qui est déjà vulnérable au changement climatique en raison de la désertification (augmentation de l'aridité des terres), menace les progrès du développement et sape la croissance. La probabilité que les pays producteurs de pétrole soient davantage impliqués dans la guerre au Moyen-Orient, en plus de la guerre qui fait déjà rage en Ukraine en raison de l'invasion de la Russie, entraînerait de nouvelles perturbations dans l'approvisionnement en pétrole. Cela entraînerait une hausse des prix des carburants et des denrées alimentaires et compromettrait davantage la sécurité alimentaire et la santé des personnes vivant en marge de la société dans les pays IDA.

Conclusion

Puisque nous avons commencé par un aperçu historique des années 1940, revenons à cette époque avec le rappel historique opportun du rapport des Nations unies.

Half of developing countries are allocating at least 6.3% of their export revenues to external public debt service.

For comparison, the 1953 London Agreement on Germany's war debt limited the amount of export revenues that could be spent on external debt servicing (public and private) to 5% to avoid undermining the recovery.

Selon le rapport de la Banque mondiale, le redressement des pays IDA est sérieusement compromis, 76 % d'entre eux étant déjà submergés en 2023 par un double déficit budgétaire, c'est-à-dire l'écart entre les revenus et les dépenses, et un déficit de la balance courante, c'est-à-dire qu'ils importent plus qu'ils n'exportent de biens et de services, ce qui signifie qu'ils absorbent plus que ce qu'ils produisent et qu'ils réduisent leur épargne ou puisent dans leurs réserves de devises étrangères. Les pays IDA étant déjà aux prises avec une énorme montagne de dettes, toute augmentation des taux d'intérêt mondiaux entraînerait une flambée de l'inflation, augmenterait les coûts du service de la dette liée à la monnaie étrangère et aurait une incidence négative sur les indices de développement nationaux. Il convient de noter que les pays IDA ont amélioré les indicateurs relatifs aux services de base, à la réduction de la pauvreté et à l'espérance de vie, mais ils sont désormais confrontés à la menace d'une décennie perdue pour les objectifs de développement en raison de l'explosion de leur dette.

Des appels ont également été lancés pour que le FMI et la Banque mondiale annulent la dette de l'Afrique. C'est ce qui a été fait en 2005, lorsque les nations riches de ce qui était alors appelé le Groupe des Huit (G8) ont proposé d'annuler 40 milliards de dollars de dettes envers des institutions multilatérales, dont le FMI, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement. Quatorze des pays débiteurs de cette [dette](#) étaient africains. Le G8 est devenu le G20 et, comme le souligne le rapport de la Banque mondiale citant des recherches, « les processus de restructuration et d'allègement de la dette, en particulier le cadre commun du G20, doivent être améliorés pour répondre aux défis actuels de la dette souveraine : ils ont été trop lents à fournir un allègement de la dette et mal équipés pour gérer le paysage beaucoup plus diversifié des créanciers privés et officiels d'aujourd'hui ». Ce retard est inexcusable étant donné que le groupe des 20, appelé G20, qui comprend 19 pays, l'Union européenne et l'Union africaine, a pour mission principale de travailler sur les grandes questions qui se posent à l'économie mondiale.

L'Inde a assumé la présidence du G20 en 2023, le Brésil en 2024 et l'Afrique du Sud devrait prendre la relève et accueillir le sommet du G20 en 2025. En 2023, une [réunion conjointe des ministres des finances et de la santé du G20](#) s'est tenue en Inde, au cours de laquelle ils se sont engagés à poursuivre le renforcement du dialogue par l'intermédiaire de la « task force » conjointe finances-santé du G20 afin de « réduire les vulnérabilités économiques et les risques liés aux pandémies ». Les résultats du G20 devraient être repris lors d'un sommet du G7 (G8 sans la Russie), où l'Inde, l'Algérie, le Brésil, l'Égypte, le Kenya, la Mauritanie, l'Afrique du Sud, la Tunisie et la Turquie, ainsi que l'Arabie saoudite, ont été invités à une session d'information axée sur l'Afrique, la Méditerranée et d'autres questions cruciales pour les pays du Sud.

Certains pays s'engagent également à apporter leur pierre à l'édifice. Le Japon s'est engagé à renforcer les capacités des ministères de la santé et des finances en créant un centre de connaissances sur la couverture sanitaire universelle, avec le soutien de la Banque mondiale et de l'Organisation mondiale de la santé.

Des mécanismes de financement innovants tels que Debt2Health (D2H), le programme de conversion de la dette du Fonds mondial, permettent aux pays créanciers de renoncer au remboursement d'un prêt si le pays débiteur investit tout ou partie des ressources libérées dans un programme soutenu par le Fonds mondial, en accord avec la stratégie nationale de santé. Parmi les autres exemples d'échange de dette, on peut citer les accords « dette contre climat », dans le cadre desquels un pays débiteur s'engage à mettre en œuvre une initiative écologique spécifique en échange de l'abandon de la dette. Enfin, il y a le financement mixte, qui combine des subventions avec des investissements des banques multilatérales de développement et d'autres institutions de financement du développement dans certains pays, afin d'encourager de nouveaux financements pour la santé ou d'influencer les financements et les prêts existants dans ce domaine. [Pour en savoir plus sur ces mécanismes et sur la coopération internationale dans le contexte des crises mondiales, lisez ce numéro de l'OFM.](#)

Les récents instruments financiers novateurs du Groupe de la Banque mondiale ont été conçus pour accroître sa propension à prendre des risques pour relever des défis mondiaux communs. Ils ont reçu un accueil favorable de la part de 11 pays (Belgique, Danemark, France, Allemagne, Japon, Lettonie, Pays-

Bas, Norvège, Royaume-Uni et États-Unis), qui ont injecté un total de 11 milliards de dollars. Les autres cycles d'IDA21 suscitent de grandes attentes. La voie à suivre nécessite des politiques d'adaptation, un investissement continu dans le capital humain et une approche équilibrée de la mondialisation et de l'autosuffisance afin de prévenir les tendances isolationnistes et de construire un avenir socio-économique plus résilient et plus inclusif.

[Read More](#)
